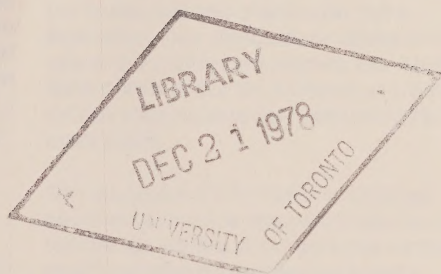


# LA loi des RENSEIGNEMENTS SUR LE CONSOMMATEUR

ET CE QU'ELLE PEUT FAIRE POUR VOUS

CA20N  
CC  
-78C58



DEPOSITORY LIBRARY MATERIAL

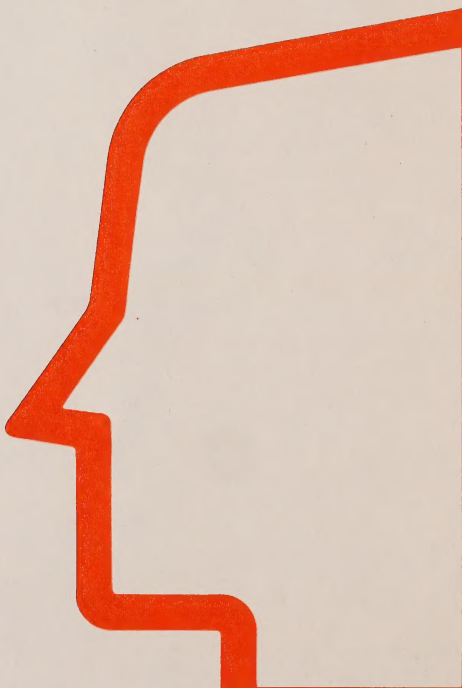


Ontario

Ministère de  
la Consommation  
et du  
Commerce

**Des personnes que vous n'avez jamais rencontrées s'enquèrent sur votre mode de vie, vos habitudes en matière d'achats et de crédit; elles mettent ces renseignements en réserve et les transmettent à d'autres. Or ce sont des renseignements qui peuvent avoir de l'influence là où vous travaillerez, qui feront décider si vous aurez un emploi, combien vous pourrez emprunter.**

**À cause de la plus grande mobilité et de la croissance de nos entreprises et de nos villes, la tendance à baser des décisions sur des faits et des opinions rassemblées par d'autres ira en augmentant. C'est pour cette raison qu'il est indispensable que les informations de ce genre soient exactes et utilisées avec discrétion, et qu'en outre la personne intéressée ait accès à son dossier. The Consumer Reporting Act (la loi des renseignements sur le consommateur) qui est administrée par le ministère de la Consommation et du Commerce a été promulguée dans ce but.**





CA2 0N  
CC  
-78 58

The Consumer Reporting Act (la loi des renseignements sur le consommateur) prévoit l'octroi d'un permis aux agences de renseignements personnels; celles-ci devront donc demander un permis. La loi donne des directives sur le genre de renseignements pouvant être transmis, la manière dont ils pourront être utilisés et les moyens qui pourront vous protéger contre des informations erronées ou périmées. Le Registraire des agences de renseignements sur les consommateurs (Consumer Reporting Registrar) a la responsabilité de faire appliquer la loi.

Le but de The Consumer Reporting Act (la loi des renseignements sur le consommateur) est de vous protéger dans toute la mesure permise par la loi. Elle traite de la manière de recueillir et de transmettre des renseignements sur votre personne et votre crédit et qui sont en rapport avec votre mode de vie et votre caractère. Si vous n'êtes pas capable de gérer convenablement vos finances, si vous êtes continuellement endetté, la loi ne peut pas faire grand-chose pour vous. C'est votre propre bon sens qui doit être votre meilleur moyen de défense.

En votre qualité de consommateur, vous avez le droit de connaître les renseignements qui ont été rassemblés à votre sujet. Vous avez le droit de défendre votre cas et de faire rectifier tous les renseignements faux figurant dans votre dossier.

## Vos droits essentiels

Le but principal de The Consumer Reporting Act (la loi des renseignements sur le consommateur) est d'assurer:

- Votre droit d'être traité avec justice par les entreprises se chargeant de recueillir, conserver, rassembler ou utiliser des renseignements sur votre personne ou votre crédit.
- Votre droit de savoir quels ont été les renseignements obtenus sur vous, et à quelles personnes ils ont été transmis.

- Votre droit de faire rectifier les renseignements faux vous concernant.

Autrefois, on rassemblait de temps à autre des renseignements basés sur de simples rumeurs, et dont l'influence dépassait de loin l'exactitude. Les informations étaient souvent périmées et données à un grand nombre de personnes. Mais le pire était que vous ne réussissiez pas à savoir ce qui était dit sur vous, ni pourquoi on vous avait refusé un emploi. Une seule erreur pouvait compromettre plusieurs décisions pour votre vie.

## Agences de renseignements sur les consommateurs

The Consumer Reporting Act (la loi des renseignements sur le consommateur fait partie des lois importantes de notre législation. Ses dispositions atteignent le cœur des problèmes propres aux informations données sur les personnes. L'emploi de ces informations est maintenant clairement établi.

Il n'y aura plus d'informations secrètes. Les sources seront à la disposition de celui qui voudra les vérifier et qui sera par conséquent capable de rectifier les erreurs éventuelles. Le consommateur a dorénavant le droit de prendre connaissance de son dossier et de réfuter les renseignements inexacts.

## Ce que contient le rapport

Comme une seule erreur suffit à ruiner toute une planification personnelle, les agences de renseignements sur les consommateurs sont maintenant obligées d'appliquer toutes les mesures raisonnablement possibles pour donner aux rapports un maximum d'exactitude.

The Consumer Reporting Act (la loi des renseignements sur le consommateur) précise les points suivants:

- Toutes les agences de renseignements devront faire un effort raisonnable pour vérifier les renseignements personnels défavorables figurant dans leurs rapports.
- Les agences de renseignements sont limitées dans le choix des personnes à qui elles pourront donner accès à leurs informations. Les agences communiquant des informations à des fins non autorisées sont passibles de poursuites.
- En cas de faillite, le rapport ne pourra contenir aucun renseignement qui date de plus de sept ans avant la plus récente faillite, si le consommateur a fait faillite plus d'une fois.
- Aucune information concernant des actes judiciaires de plus de 12 mois avant la date du rapport ne pourra y figurer sauf si l'état actuel de l'acte a pu être établi. Les actes judiciaires vieux de plus de sept ans ne pourront être transmis en aucun cas.
- Aucun renseignement ne pourra contenir d'indication quant à la race, la croyance, la couleur, le sexe, l'ascendance, les origines ethniques ou l'affiliation politique.
- Toute personne donnant sciemment des informations fausses pour un rapport sur un consommateur est passible de poursuites.
- Les agences de renseignements sur les consommateurs ne peuvent utiliser de renseignements que si ceux-ci ont été consignés au Canada.

## Règlement sur l'emploi des rapports de crédit

Voici quelques-unes des dispositions réglementant l'emploi des rapports de crédit:

- Si on vous évalue pour un crédit, un emploi ou une assurance, vous pouvez demander le nom et l'adresse de toute agence ayant donné des renseignements sur votre personne. Si une agence de renseignements prépare un rapport et que dans celui-ci figurent des informations sur votre caractère, votre réputation, vos caractéristiques personnelles ou votre manière de vivre en provenance d'enquêtes auprès d'amis, de voisins ou de connaissances, la personne qui a demandé le rapport devra vous avertir à l'avance par écrit et vous donner le nom et l'adresse de l'agence de renseignements si vous en faites la demande.
- Si vous faites une demande de crédit, la personne qui vous l'accordera doit vous prévenir si elle a l'intention d'utiliser un rapport de crédit.
- La personne qui vous accorde du crédit n'a pas le droit de donner des renseignements personnels sur vous à d'autres personnes accordant du crédit, à moins de vous en avoir prévenu par écrit au moment de la demande initiale, ou d'avoir obtenu votre consentement par écrit ou verbalement.
- La personne qui vous accordera du crédit est tenue de vous dire si un avantage vous a été refusé ou que vos frais ont été augmentés comme conséquence directe d'un renseignement en provenance d'une agence de renseignements. Si vous en faites la demande, la personne qui vous accorde le crédit devra également vous donner le nom et l'adresse de l'agence où vous pourrez alors vérifier la nature et la source des renseignements.



- La loi exige que chaque agence dévoile la nature des renseignements figurant dans votre dossier. Toutefois, pour avoir accès à votre dossier, vous devez en faire la demande par écrit et prendre des dispositions pour un rendez-vous à une date déterminée.

- Si vous découvrez des renseignements inexacts dans votre dossier et que l'agence refuse de les rectifier, le Registraire des agences de renseignements a le droit d'imposer des modifications ou des suppressions dans un dossier s'il estime que l'information est inexacte, incomplète ou contraire aux dispositions de la loi.

- Les agences et les particuliers pourront interjeter appel auprès du Tribunal d'appel pour l'enregistrement des commerces.

## Qui a accès à ces rapports?

Conformément à The Consumer Reporting Act (la loi des renseignements sur le consommateur) les renseignements ne peuvent être donnés:

- a) qu'en réponse à l'injonction d'un tribunal;
- b) qu'avec votre autorisation donnée par écrit;
- c) qu'en rapport avec une extension de crédit, le recouvrement d'une dette, une convention de location, la souscription d'un contrat d'assurance, ou directement pour tout besoin commercial ou opération de crédit impliquant le consommateur.

## Vous pouvez examiner votre dossier

Chaque agence de renseignements est obligée de vous dévoiler les renseignements durant les heures d'affaires normales. Vous n'avez qu'à en faire la demande par écrit.

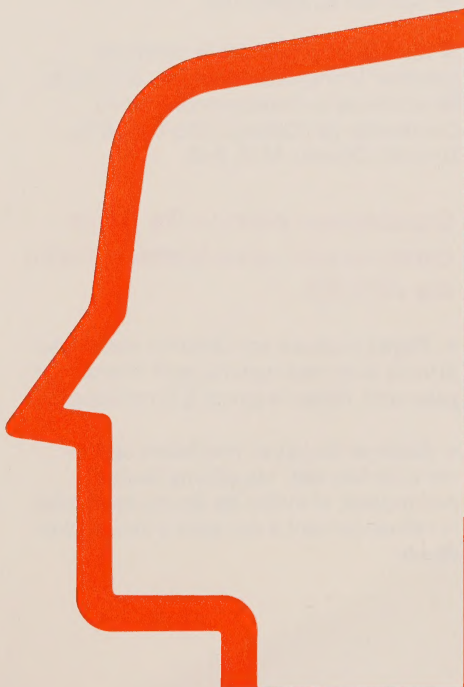
L'agence est obligée de révéler la nature et l'essence de tout renseignement. Ceci inclut les sources de renseignements sur

votre personne et votre crédit ainsi que le nom des personnes ayant reçu le rapport contenant l'information.

Pour examiner votre rapport, vous avez le droit de vous faire accompagner par une personne de votre choix. Il est bien entendu qu'avant de vous livrer quoi que ce soit, l'agence vous demande une preuve raisonnable d'identité ainsi qu'à la personne qui vous accompagne.

## Rectification

Si vous découvrez des inexactitudes ou des renseignements incomplets dans votre rapport, l'agence de renseignements sur les consommateurs devra confirmer, compléter, rectifier, ajouter ou supprimer l'information dans un délai raisonnable. Vous avez le droit d'exiger que le rapport modifié soit transmis à des personnes que vous désignerez. En outre, toutes personnes ayant reçu des rapports non rectifiés dans les 60 jours écoulés devront être mises au courant des changements.



## Réclamations

Si pour une raison quelconque vous éprouvez des difficultés auprès d'une agence de renseignements, vous avez le droit d'adresser une lettre à ce sujet au Registraire des agences de renseignements. L'agence de renseignements sur les consommateurs sera alors tenue de donner au Registraire tout renseignement relatif à la réclamation. Le Registraire pourra entrer dans les locaux de l'agence pour se livrer à une enquête en rapport avec la réclamation.

## Amendes pour fausses informations

Toute personne déclarée coupable d'avoir donné sciemment de faux renseignements en vertu de toute disposition de la présente loi ou d'avoir transgressé toute disposition de ladite loi, est passible d'une amende ne pouvant excéder \$2,000, ou d'un emprisonnement d'un an au maximum, ou de ces deux peines à la fois. Une société coupable du même délit est passible d'une amende de \$25,000 au maximum.

Si vous désirez recevoir la brochure intitulée "Using Credit Wisely", écrivez à: Ministère de la Consommation et du Commerce de l'Ontario, 555 Yonge St., Toronto, Ontario M7A 2H6.

## Quelques conseils pour conserver une bonne cote de crédit

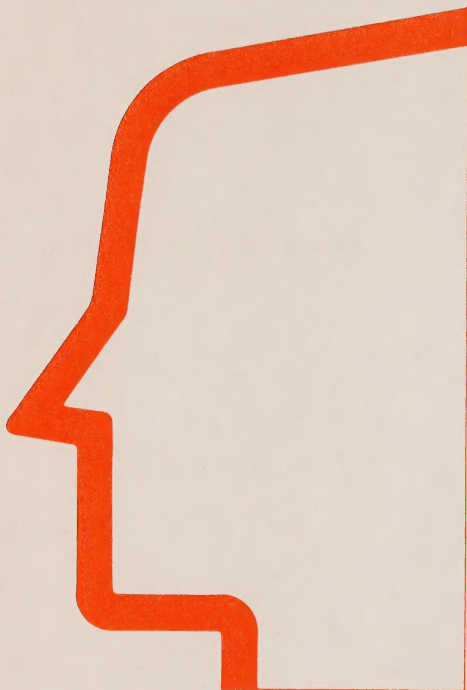
- Payez toujours vos factures sans délai. Si vous avez des raisons pour retarder un paiement, faites-le savoir à la compagnie.
- Essayer de payer vos dettes rapidement. Évitez ces "conditions faciles" prolongées, et évitez de devoir demander le refinancement à des taux d'intérêt plus élevés.

- Ne signez jamais en blanc un contrat ou une feuille de papier quelconque. Rappelez-vous qu'un contrat est un document légal. Connaissiez-en les implications. Lisez toujours et comprenez les textes en petits caractères.
- Ne traitez qu'avec des compagnies réputées, respectables et bien établies.
- Familiarisez-vous avec les marques et le coût des marchandises pour pouvoir comparer les qualités et les prix.
- Soyez bien certain du prix total des marchandises que vous achetez. Ajoutez-y le montant des frais mensuels.

**Rappelez-vous que le crédit est un privilège et non un droit.**

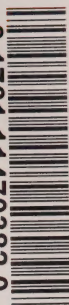
**Si vous désirez des renseignements  
supplémentaires, veuillez vous mettre  
en rapport avec:**

Le Registraire des agences de renseigne-  
ments sur les consommateurs  
Ministère de la Consommation  
et du Commerce  
555, rue Yonge  
Toronto, Ontario M7A 2H6.





3 1761 11470382 0



Ontario